



## **Compte rendu du Comité Social d'Administration Local du 18/01/2023**

### **en présentiel sur le site de Saint Germain en Laye 78**

**début de la séance 10 h30 fin de la séance 16 h15**

Cette nouvelle année voit le lancement de cette nouvelle instance, le CSAL, qui remplace le CTL. Le CHS-CT est modifié en formation spécialisée mais cette instance ne portait que sur la partie CSA.

En préambule, Solidaires Finances Publiques a lu une déclaration liminaire (ci-jointe) dont les thèmes abordés sont : Suppressions d'emplois, absence de règlement intérieur du CSAL, protection des agents, conditions d'organisations des instances et réforme des retraites.

Dans sa réponse, le Président reconnaît que Solidaires Finances Publiques est bien la première organisation syndicale de la DGFIP. Il nous a fait part également de son incompréhension sur l'absence de règlement intérieur (RI) au démarrage de cette nouvelle instance mais que l'on allait faire avec.

Les organisations syndicales ont procédé à un vote avec l'accord de M le président pour acter que le CSAL puisse valablement délibérer en l'absence de RI. L'ensemble des OS a voté pour.

Ouverture du CSAL, les OS ont désigné M Anthony (CGT) comme secrétaire de séance.

M le Président a présenté aux OS le nouvel ISST (Inspecteur Sécurité Santé au Travail) : Jean GALLET en remplacement de M BELLOCQ

Ordre du jour :

#### 1) Suppressions d'emplois

Année 2022, Emplois implantés : 450

Recrutements :

- Idiv Hors classe Isabelle BONNET (remplacement Philippe MARECHAL)
- Idiv classe normale Joël SIMO (remplacement de Séverine SROUJI) => prise de fonction le 1er janvier 2023
- 1 contractuelle équivalent Idiv Sabrina MERABET (transformation du poste de Marc BOURSINHAC) => prise de fonction le 1er janvier 2023
- 2 inspecteurs stagiaires Ivan ZULFIKARPASIC (BNIC Chalons en remplacement de Laura GRADOZ) et Romain DESNOUX (pilotage SAPF, transformation du poste de Lourdes ROGER) => installation en mai 2023
- 2 contractuels catégorie C pour la numérisation (Yannick LUTZ et Léa NAGARD)

- 3 agents techniques : Aurélie HERGAULT (BNIC de Caen), Damien GUILLET (BNIC de Nantes) et Charlène GIRARD (BNIC Dijon)
- 2 contrats PACTE : Matthieu GIFFARD (logistique) et Maria PEREZ ALVAREZ (numérisation)

Année 2023, Évolutions PLF : 496

- transfert du poste vacant d'AFIPA de Châteauroux à la Direction du SDNC
- transfert du poste vacant Idiv SDNC Direction à Châteauroux
- création d'un poste d'IDIV CN à Marseille

SDNC - PLF 2023						
Idiv CN	Idex CN	A	B	C	CTL	Observations
		1				Élargissement du pilotage des 7 SAPF
		2		15		Renforcement des effectifs de la numérisation
1						Encadrement du foncier
			6			Renforts des 3 SAPF du SDNC (Châlons, Amiens, Châteauroux)
		1	14	4		Renforts services relocalisés
1	1			-2		Demande de transformation catégorielle complémentaire
					2	Opérations passées courant 2022 en anticipation
2	1	4	20	17	2	<b>Total : 46 emplois</b>

- ventilation par SAPF (répartition par SAPF des lignes « renfort des 3 SAPF du SDNC » et « Renforts services relocalisés ») :

SAPF	A	B	C
Chateauroux	0	5	1
Chalons	0	11	2
Amiens	1	4	1
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>4</b>

Le TAGERFIP sera transmis aux OS lorsqu'il aura été validé par la Centrale (fin février- début mars)

M Le Président précise que les suppressions d'emplois à la DGFIP sont justifiées par « l'amélioration des méthodes de travail » et les réformes tel que GMBI.

Solidaires finances publiques dénonce cette vision mortifère, les prétendus gains de productivité se faisant au détriment des conditions de vies au travail. Elle est également responsable d'un accroissement du mal-être dans les services et de la dégradation de la qualité du service public.

De plus Solidaires Finances Publiques a bien insisté lors de sa déclaration liminaire sur le fait que, si au plan local, la direction gagnait 46 emplois, cela se faisait au détriment des autres Directions.

A ce titre l'ensemble des OS a votés contre le volet suppressions d'emplois.

Solidaires Finances Publique a demandé à clarifier plusieurs points :

- Recrutement dans la BNIPF : M le Président a expliqué que tous les postes sont gelés, aucun recrutement n'est possible désormais . Le but étant que les emplois de la BNIPF soient transférés dans les SAPF . La BNIPF devrait disparaître en 2026.
- recrutement de contractuel : M le Président a confirmé que les postes pourvus par des contractuels ont été proposés en recrutement interne (appel à candidature) mais n'ont pas trouvé preneur.

- ouvriers d'état : M le Président reconnaît que le TAGERFIP ne détaille pas les grades, tous les emplois sont regroupés dans la catégorie AST. La direction doit nous communiquer le tableau de correspondance des grades des ouvriers d'état et des fonctionnaires.

La direction a indiqué qu'il y avait actuellement 70 postes d'ouvriers d'état.

- recrutement d'analyste au SDNC : M le Président déplore que la DG refuse que des analystes puissent être recrutés au SDNC. Pour la DG seuls les services informatiques peuvent prétendre à des recrutements de ce type. Le SDNC n'est pas reconnu comme un service informatique.

## 2) Ponts naturels

Deux ponts naturels sont proposés pour 2023 :

- le vendredi 19 mai 2023
- le lundi 14 août 2023

L'ensemble des OS a votés pour.

## 3) Règlement intérieur des horaires variables dans le centre d'archivage de St Florentin

La direction a présenté le règlement intérieur de St Florentin, ce règlement intérieur a été validé par les agents du site lors d'un vote.

## 4) Travaux d'aménagement de la cantine

M le président nous a présenté un projet de restauration et de réaménagement de la cantine du SDNC, avec comme objectif, l'amélioration des performances énergétiques (la cantine n'étant pas isolé), la modernisation de l'espace de restauration et la possibilité d'utiliser ces locaux comme espace de travail et de réunion en dehors du temps de repas.

Plusieurs points ont été soulevés par Solidaires Finances Publiques, notamment la nécessité de prévoir une solution de restauration pendant les travaux, l'ISST ayant précisé que depuis avril 2022, la dérogation spéciale COVID permettant aux agents de se restaurer à leur bureau a été supprimée. Il nous a également précisé qu'il n'est pas obligatoire de se restaurer à la cantine, si un local est équipé d'un frigidaire, d'un micro-onde et d'un point d'eau. En l'état actuel, la tisanerie n'est pas équipée de micro-onde.

De plus, le nouvel ISST nous a indiqué qu'il n'était pas possible d'utiliser un lieu de restauration collective comme espace de travail. Il ne peut être utilisé que comme espace de repos et de détente.

Dès lors les OS ont voté unanimement contre le projet présenté en l'état par la direction.

Solidaires Finances Publiques, en complément de vote, a proposé que ce projet soit revu lors d'instances dédiées pour tenir compte des éléments communiqués par l'ISST, apporter des précisions sur tous les points soulevés par les OS et détailler les solutions de restauration pendant les travaux. De plus nous avons demandé à ce que ce projet soit étudié en Formation spécialisée et que l'ISST y soit associé.

L'ensemble des OS s'est joint à cette demande.

## 5) Création d'un espace de co-working à Amiens

Le projet est toujours en cours, le démarrage des travaux est prévu pour mars 2023 avec une durée prévisionnelle de 4 à 6 mois. M le Président souhaiterait que les travaux soient terminés pour septembre et souhaiterait inaugurer le site en présence du DG comme cela a été fait avec l'espace co-working du Foncier Innovant sur le site de St Germain.

Solidaires Finances Publiques est revenu sur la problématique des places de parking sur le site, l'Insee et la police cherchant à s'accaparer un grand nombre de place au détriment des collègues de la DGFIP. M le Président reconnaît que ce point n'est toujours pas réglé et que les négociations sont toujours en cours...

#### 6) Avenir du service imprimerie

M le Président expose la situation de l'atelier imprimerie, service historique du SDNC, qui subit une baisse croissante de son activité. Une majorité des agents de l'équipe envisage un départ en retraite à l'horizon 2024. Dès lors, M le Président compte fermer ce service et propose aux agents restants une solution de reconversion. Les locaux seraient repris par la numérisation.

M le Président assume la responsabilité de cette décision mais a demandé aux OS de procéder à un vote.

Suite à une interruption de séance, les OS ont décidé de s'abstenir unanimement, ne pouvant valider cette fermeture mais comprenant la situation. Une attention sera portée sur l'accompagnement des agents concernés.

#### 7) Point sur la mission numérisation

M le Président fait le point de l'avancement des travaux de ce service.

La campagne 2042 est terminée.

Activités et missions en 2023

- 2042 :

- Campagne de numérisation pour mise à disposition des images dès juin 2023 avec un objectif de fin de traitement à décembre ;
- premier test en double commande sur l'acquisition des données nécessaires à la taxation en partenariat avec la DDFIP 78 et sur le nouvel environnement développé par SERES (Docapost).

Le principe serait de comparer le rôle d'imposition généré par l'acquisition de donnée avec celui de la DDFIP 78.

- SIE :

- Campagne de numérisation reconduite selon le format et la procédure actuelle ;  
Un problème de débit réseau sur le site de St Florentin a imposé la mise en place d'une navette avec le SDNC le temps que le site soit raccordé à la fibre.
- En parallèle, lancement d'un groupe de travail avec les bureaux métiers concernés, sur la refonte du processus sous plusieurs angles:
  - adaptation des formulaires (datamatrix) ;
  - réflexion sur le périmètre des documents à numériser ;
  - aménagement du tempo de la numérisation pour répondre aux enjeux métiers (passage d'un traitement a posteriori vers un traitement au fil de l'eau pour faciliter l'activité des agents dans les services et accompagner la mise en place des antennes SIE sur certains documents)

- Contentieux :

- Migration vers l'environnement IBML/SERES ;
- Réflexion sur les processus existants pour identifier les pistes de simplification/amélioration des procédures à l'occasion de cette migration.

- Trusts et documents associés : traitement identique à 2022

- SPF : numérisation à la demande

Nouveaux chantiers

Déclarations H1/H2 :

- Travaux en cours sur l'environnement SERES => phase de pré-production qui permet d'identifier des pistes d'optimisation de la solution ;
- recherche des synergies avec la chaîne existante pour pouvoir bénéficier du meilleur de chaque technologie.

Le scannage devrait porter sur la dernière H1 et les fiches de calcul.

Solidaires finances publiques a relevé que ces seuls documents ne seraient pas suffisant pour donner une vision suffisamment complète du dossier aux agents des SDIF. Les évaluations nécessitant bien souvent l'usage de l'ensemble des H1 initiales et complémentaires.

Dossier agent :

La plateforme est prête, les travaux devraient débuter au premier semestre 2023 (fin) selon un calendrier dont la version définitive sera communiquée prochainement par les bureaux métiers ;

Autres domaines identifiés :

- Travaux en cours avec le SRE pour le traitement des pensions de réversion ;
- Contentieux des directions spécialisées dans le contrôle fiscal

Perspectives

Suite à sa fermeture et au départ des machines, la numérisation a vocation à prendre le relais de l'imprimerie. Le positionnement du SDNC comme opérateur de numérisation de la DGFIP puis en cible de l'État a ainsi été validé par le Directeur Général.

À ce titre, il l'a doté de 17 emplois supplémentaires qui y seront dédiés.

Afin de placer ces agents, M le Président compte utiliser une partie de l'espace du service foncier innovant.

M le Président à l'ambition de faire du service numérisation un service de référence en lien avec tous les services de l'État.

Les lampes de bureau réclamées depuis un moment par les agents de ce service sont toujours en attente ...

La CGT a signalé que le sol du bâtiment usine de l'espace préparation numérisation refait il y a quelques mois s'est affaissé, causant des difficultés de manipulation des chariots.

Le Président n'ayant pas été prévenu de ce problème s'engage à aller voir les locaux.

M le Président s'est offusqué du problème sur la paie des vacataires et a demandé à ces équipes que le nécessaire soit fait au plus vite.

M le Président a demandé une étude au bureau risque audit concernant l'archivage de longue durée sur le site de St Florentin et souhaite qu'un 2<sup>ème</sup> bâtiment soit construit.

## 8) Foncier innovant

Mme CHOUDY Myriam a fait un exposé sur les travaux du foncier innovant.

Solidaires Finances Publiques est revenu particulièrement sur les problématiques causées par les modifications d'évaluations de locaux sur la base de simples vues aériennes interprétées par une IA.

Les OS se sont également interrogées sur les risques que ce système amène à la suppression de postes de géomètre.

M le Président a précisé que ces analyses venaient en supplément du travail des géomètres et des services mais n'avaient pas vocation à les remplacer.

Pour la partie report au plan, 3 options seront proposées : validation des résultats, bascule sur PCI Vecteur ou intervention de terrain pour lever un doute.

Pour l'impact fiscal, le changement de catégorie est mis en suspens, compte tenu de l'impact économique. De plus des améliorations vont être apportées à l'algorithme pour prendre en compte les locaux à exclure (selon l'enjeu fiscal ou le caractère taxable) afin de ne pas noyer les services avec des surcharges de travail inutiles.

Solidaires Finances Publiques a également souligné la problématique des points de bâtis utilisés comme référence par les géomètres experts, le report au plan par l'IA n'étant pas satisfaisant en précision. M le Président a indiqué qu'un identifiant sera mis en place pour discerner les locaux reportés au plan issus du traitement de l'IA, des locaux issus des levées des géomètres.

#### 9) Pôle foncier / SAPF

M MURAT a fait un exposé sur l'organisation des SAPF depuis le 01/09/2022.

Apparemment, tout va bien dans le meilleur des mondes, les délais fichiers sont très bons dans les SPF d'export au point que les agents des SAPF manqueraient de travail, l'impact sur les délais dans les SPF soutenus serait également très bons !

M le Président souhaite que les équipes des SAPF en charge des SPF d'export puissent basculer sur l'aide des SPF soutenus quand ils manquent d'activité.

Solidaires Finances Publiques a demandé qu'un cadrage soit mis en place pour les modalités d'envoi de formalités papiers. Chaque SPF faisant un peu à sa façon. Le but étant d'améliorer la traçabilité et réduire les risques de pertes de documents.

Solidaires Finances Publiques est également revenu sur l'expérimentation du traitement des actes papiers scannés en indiquant que cette procédure n'était pas du tout satisfaisante et n'a pas du tout été appréciée par les agents.

#### 10) Questions diverses

- Rénovation des toilettes du SDNC : problème de budget, la direction cherche des financements.
- Relamping au SDNC : travaux prévues après le mois d'avril
- Terrasse du SDNC : travaux à partir de mars
- Lumière en permanence dans les couloirs : L'Assistant de prévention et l'ISST ont indiqué que c'était obligatoire dans tous les accès dit de circulation.
- Nettoyage des poignées des portes et fenêtres dans le cadre des dispositifs COVID : ce point a été rappelé par Solidaires Finances Publique. De plus, suite à l'intervention de l'ISST concernant l'usage des rampes d'escalier qui doivent être obligatoirement utilisées, celles-ci doivent également être désinfectées régulièrement et devraient donc être incluses dans la prestation de nettoyage.
- Demande de la pose d'un voile qui coupe la vue extérieure mais ne bloque pas la luminosité sur les fenêtres du bureau entresol au SAPF de Châteauroux (bureau côté rue) : à l'étude

- Équipement de télétravail dans la BNIC de Toulouse : la direction va fournir le matériel nécessaire tel qu'il a été fourni dans les autres services, notamment un écran supplémentaire.
- Achat de fournitures et de matériel pour les personnels de la BNIC de Toulouse : la direction va rappeler au chef de service le cadre d'utilisation de la carte. Les demandes peuvent également être relayées à M MURAT.
- Formation à Cadascad : M le Président est favorable à ce que des formations soient mises en place pour les agents concernés.
- Télétravail 3 jours : Malgré la demande de Solidaires Finances Publiques concernant l'élargissement des conventions de télétravail à 3 jours, M le Président ne souhaite pas la généraliser et tient à ce que ce soit étudié au cas par cas.
- Mention par M le Président d'un contrat de vacataire pour M Soccol, ancien directeur adjoint, qui viendra 1 jour par semaine avec place réservée pour des « missions risque et audit », et garder un contact avec les actualités DGFIP ; ce dispositif serait valable pour toutes les catégories et corps d'état intéressés... Quand certains craignent de ne pas avoir de retraite, il y en a d'autres qui regrettent d'en avoir une...